



EDITORIAL

POLITIQUE

Contractions démocratiques

Luc Caregari

Les débats houleux et l'« éclat » au parlement autour des fichiers de la justice et de la police sont un signe d'immaturité politique, aussi bien de la majorité que de l'opposition. Ce peu de sérieux est toxique pour la culture démocratique.

Pauvre Fernand Etgen ! Sur le replay de la Chambre des député-e-s de ce mardi après-midi, on peut voir exactement à quel moment son visage se défait lorsqu'il réalise que la situation est en train de lui échapper. Alors que les député-e-s de l'opposition martelaient leur droit de modifier l'ordre du jour, il ne savait plus de quel côté se tourner. Ce sont aussi ses hésitations qui ont provoqué le départ abrupt des 29 député-e-s de l'opposition des bancs du parlement. Mais ce n'est pas uniquement la faute du président qui a mené à cette situation inhabituelle - du moins pour un grand-duché tellement accoutumé à l'harmonie. Au contraire, c'est une question d'attitude générale. Car trancher dans cette histoire est chose impossible. S'il est vrai qu'une partie de l'opposition a aussi tenté de faire ses choux gras politiques sur le dos du gouvernement et de sa majorité, ces derniers ont démontré à plusieurs reprises leur mépris pour celles et ceux qui osaient douter du bien-fondé de leurs actions. Surtout, ils ont refusé de permettre aux parlementaires de l'opposition de vraiment jouer leur rôle - celui de contrôleurs-euses du pouvoir. Il suffit de lire les commentaires ironiques à propos des député-e-s de l'opposition sur les réseaux sociaux proches de la majorité pour avoir froid dans le dos.

Ce froid est provoqué avant tout par le sérieux du problème : la protection des données n'est toujours pas entrée dans les mœurs des administrations luxembourgeoises. Et ce n'est pas un mince détail. Comme plus d'un exemple récent l'a démontré, des destins humains peuvent être affectés par le traitement des données personnelles. Le scandale ne réside pas tant dans la légalité ou non des bases de données, mais dans le fait que la police et avant tout la justice s'obstinent à collecter chaque interférence avec leurs services pour en tirer des conclusions. Si par exemple vous n'êtes pas né dans le bon milieu ou

avez eu affaire à la police pour des délits mineurs pendant votre jeunesse, cela peut vous valoir des exclusions à vie - même si pendant des décennies vous n'avez rien commis de répréhensible. Ce type de contrôle social est certes inhérent à nos services de police et de justice, mais il date du siècle dernier. Au 21^e siècle, chacun-e devrait avoir l'occasion de se réhabiliter. C'est du moins ce qu'on pourrait penser.

Le scandale réside dans le fait que la police et avant tout la justice s'obstinent à collecter chaque donnée pour en tirer des conclusions.

Mais à écouter le ministre Félix Braz, mercredi à la tribune, l'administration judiciaire pense tout le contraire. Il a défendu bec et ongles les fichiers de la chaîne pénale, la célèbre « Ju-Cha », et n'a même pas rechigné à se promener dans les bas-fonds du populisme pour ce faire : selon lui, chaque citoyen-n-e qui s'oppose à ce fichage systématique ouvre les portes aux criminels et refuse la sécurité de toutes et tous. Ce n'est pas pour rien que toute l'opposition s'est acharnée contre ce ministre borné, qui n'a pas voulu entrevoir même la possibilité d'un problème et qui s'est retranché derrière son administration pour seul argument pertinent. Il est bien resté le seul à ne pas admettre que la situation actuelle était intenable, qu'il fallait y remédier et que par le passé des fautes et des négligences avaient entaché ce dossier.

Pourtant, s'il a fallu cette bataille rangée pour au moins faire admettre aux responsables politiques qu'il y a un gros problème dans la gestion de données tellement importantes, c'est avant tout un signe d'immaturité politique. Qui risque de coûter cher à la population, que ce soit au zinc ou autre part.

NEWS

EuGH über Studienbeihilfen in Luxemburg:
Gebietsfremde Studierende werden benachteiligt **S. 3**

REGARDS

Logement: Quand l'OCDE prône
(un peu) l'étatisation **p. 4**

Assemblée parlementaire de l'OSCE:

La Russie marginalisée **p. 6**

Rückblick auf den Hamburger G20-Gipfel:

Polizeiliche Chaostage **S. 8**

Widersprüche (Teil I):

„Defizit linksradikaler Debatten“ **S. 8**

Abfall am Stausee: Kontraproduktive Reflexe **S. 10**

IHRA-Antisemitismus-Definition: Juden beschützen
oder israelische Besatzungspolitik unterstützen? **S. 12**

Regierungsbildung: Belgische Blockaden **S. 13**

Demokratische Republik Kongo:

Neokoloniale Landnahme **S. 14**